2/11/2006

Assemblée générale
CPSD/360

Nations Unies

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Quatrième Commission
21e séance – matin

DEVANT LA QUATRIÈME COMMISSION, ISRAËL ASSURE FAIRE TOUT SON POSSIBLE POUR NE PAS ENTRAVER LE TRAVAIL DE L'UNRWA, DANS LA LIMITE DE SES EXIGENCES DE SÉCURITÉ

L'assistance à la population palestinienne est, et a toujours été, au centre de la politique israélienne, a déclaré le représentant d'Israël, aujourd'hui, devant la Quatrième Commission (politique spéciale et décolonisation), lors du dernier jour des débats sur les travaux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). L'intensité de la campagne terroriste est telle qu'elle affecte inévitablement les vies quotidiennes des populations des deux côtés, ainsi que les opérations d'assistance des agences internationales, a-t-il souligné, affirmant que son pays faisait tout son possible pour améliorer sa coordination avec l'Office et lui permettre de remplir son mandat.

Toutefois, le représentant a estimé que ce mandat et les modalités d'opération de l'Office ne faisaient que perpétuer le problème plutôt que de le résoudre et qu'il serait possible progressivement de transférer certaines tâches quotidiennes de l'Office aux organes de l'Autorité palestinienne. Il a, en outre, affirmé que les pays arabes préféraient, de leur côté, gaspiller les ressources des Nations Unies en réunions qui ne servent à rien, résolutions interminables et documents inutiles, plutôt que d'apporter des contributions importantes au budget de l'Office.

Le problème des réfugiés est humanitaire mais c'est à la base un problème politique, a souligné pour sa part le représentant du Bahreïn, rejoint par le représentant d'Oman qui a appelé l'Office à mettre en lumière, dans son rapport, les raisons qui expliquent la situation des réfugiés palestiniens depuis 60 ans, à savoir l'occupation israélienne.

De son côté, le représentant des États-Unis a estimé qu'il n'était pas nécessaire d'adopter des résolutions supplémentaires sur l'Office, à ce stade, et salué les efforts de réforme entrepris depuis la conférence de haut niveau de Genève en 2004.

Les réformes en matière de planification et de programmation vont se poursuivre, a annoncé la Commissaire générale de l'Office, Karen AbuZayd, dans une déclaration de clôture. Le soutien de la communauté internationale est crucial alors que l'UNRWA demeure une planche de salut indispensable pour les refugiés, a-t-elle insisté.

Les délégations suivantes ont pris la parole: Israël, États-Unis, Jamahiriya arabe libyenne, Bahreïn, Oman et Maroc. L'Observateur du Saint-Siège s'est également exprimé lors de cette séance et les représentants de la République arabe syrienne et du Koweït ont exercé leur droit de réponse, tout comme l'Observateur de la Palestine.

La Quatrième Commission poursuivra ses débats lundi 6 novembre, à 10 heures, avec l'examen du rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROHE-ORIENT

Débat général

M. RAN GIDOR (Israël) a estimé que les relations israélo-palestiniennes étaient l'un des nombreux différends nationaux et ethniques régulièrement inscrits à l'ordre du jour international mais le seul qui continuait d'absorber des ressources, semble-t-il sans fond, ainsi que l'attention exclusive d'innombrables institutions des Nations Unies. Contrairement peut-être à la croyance populaire, l'assistance à la population palestinienne est, et a toujours été, au centre de la politique israélienne, a-t-il assuré, soulignant qu'une croissance de l'économie palestinienne et le bien-être de la population palestinienne étaient indispensables à la stabilité de la région. Sur le terrain, les activités meurtrières d'organisations terroristes nous ont souvent empêchés de mettre en pratique cette politique, a-t-il déploré.

L'UNRWA a effectivement une tâche particulièrement lourde, a poursuivi le représentant, indiquant que le fléau du terrorisme exigeait de la part d'Israël une attention particulière qui pouvait parfois entraver ses travaux. Notre choix est douloureux mais évident, a-t-il déclaré. Il a rappelé que les États s'étaient engagés à de multiples reprises à combattre le terrorisme et qu'Israël s'était engagé, de son côté, à faciliter la tâche de l'Office du mieux qu'elle le pouvait. L'UNRWA a expressément reconnu dans son rapport le droit d'Israël à l'autodéfense, a-t-il ajouté, indiquant que sur la période couverte par le rapport, 2 243 attaques terroristes avaient été menées, ce qui entraînait parfois des restrictions dans les mouvements de biens et de personnes. L'intensité de la campagne terroriste est telle qu'elle affecte inévitablement les vies quotidiennes des populations des deux côtés ainsi que les opérations d'assistance des agences internationales.

M. Gidor a particulièrement évoqué la situation de Karni, point de passage principal de l'aide humanitaire entre Israël et la bande de Gaza. Plusieurs attaques ont eu lieu à cet endroit, a-t-il déclaré, en janvier, février, mai, juin, août et septembre 2005. Le dernier incident en date a eu lieu le 27 août 2006 avec la découverte, par les forces de défense israéliennes, d'un tunnel creusé dans la perspective d'une attaque à grande échelle. Les restrictions de mouvement mentionnées dans le rapport sont malheureusement nécessaires pour protéger à la fois les vies des civils et des soldats israéliens et celles du personnel de l'Office. Malgré ces restrictions, le flux commercial palestinien par camion a augmenté, en 2005, ce qui a contribué à une amélioration, certes modeste mais tangible, des indicateurs économiques palestiniens.

Le rapport examiné actuellement fait référence à des circonstances qui sont considérablement différentes de celles qui existent aujourd'hui, a poursuivi le représentant, notamment la victoire aux élections d'un gouvernement terroriste du Hamas et l'attaque de soldats israéliens le 25 juin 2006. L'année dernière, nous avions exprimé l'espoir que le rapport de l'Office serait le dernier de ce genre compte tenu du retrait d'Israël de Gaza, a-t-il souligné, estimant qu'il n'y avait plus de bouc émissaire à blâmer à toute occasion. Il est du devoir de l'Autorité palestinienne d'accélérer les efforts de construction étatique, estimant que le nouveau gouvernement était synonyme de davantage de malheur et de frustration. Le dialogue entre Israël et l'UNRWA est de plus en plus constructif et le rapport est honnête et juste, a ajouté le représentant. Nous faisons tout pour améliorer notre coordination avec lui, par exemple, dans l'acheminement des blessés vers les hôpitaux.

Chaque année, nous sommes ici la cible de diplomates arabes qui sont dans une sympathie hyperbolique avec les réfugiés palestiniens et souvent, nous préférons nous taire, a ensuite affirmé le représentant, soulignant que les donateurs les plus généreux à l'UNRWA sont l'Union européenne, les États-Unis et d'autres États européens. Les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar, riches États pétroliers, sont loin derrière alors que l'Égypte et Oman n'y contribuent pas, a-t-il souligné. Le seul pays arabe qui a contribué, de manière solide, est l'Arabie saoudite mais cela ne devrait pas nous surprendre, les pays arabes préférant gaspiller les ressources des Nations Unies en réunions qui ne servent à rien, résolutions interminables et documents inutiles, a-t-il ajouté.

En 60 ans, l'Office est devenu le deuxième employeur à l'intérieur de l'Autorité palestinienne, a enfin déclaré le représentant. Le mandat et les modalités d'action de l'Office ne font que perpétuer le problème plutôt que le résoudre, a-t-il souligné, estimant qu'il était possible de transférer les tâches quotidiennes de l'Office à des organes de l'Autorité palestinienne. Les Palestiniens ne sont pas nos ennemis, ils sont nos voisins, et nous espérons pourvoir collaborer avec ceux qui reconnaissent notre propre droit à l'autodétermination, a conclu le représentant d'Israël.

M. CHRISTOPHER ROSS (États-Unis) a souligné la contribution financière importante de son pays à l'Office, témoignage de son soutien aux réfugiés palestiniens. En 2006, les États Unis se sont engagés à contribuer à hauteur de 135 millions de dollars, considérant que l'assistance de l'UNRWA est une force stabilisatrice de la région. Il faut, à son avis, que les pays de la région en particulier accroissent de leur côté leurs propres contributions au budget de l'Office. Le rôle de l'Office a été essentiel depuis les élections de janvier 2006, a-t-il estimé, affirmant que le gouvernement élu en janvier continuait de créer des difficultés inutiles au peuple palestinien dans son refus de renoncer à la terreur et de reconnaître Israël.

Le représentant a fait part de sa satisfaction concernant les principales mesures prises par l'Office afin de répondre aux recommandations clefs qui lui ont été faites à la conférence internationale de haut niveau qui a eu lieu à Genève en 2004. Il a particulièrement distingué les efforts faits en matière de programmation et de renforcement de ses structures de gouvernance externe. L'établissement de deux sous-commissions visant à conseiller la Commissaire générale et son personnel sur les questions de programmation et de budget a également été salué. Les États-Unis estiment qu'il n'est pas nécessaire d'adopter des résolutions supplémentaires sur l'Office à ce stade, a conclu Christopher Ross.

M. AHMED H. M. GEBREEL (Jamahiriya arabe libyenne) a déploré vivement qu'Israël omette systématiquement de mentionner ce qui se passe dans le territoire palestinien occupé et la situation qui y règne et qu'Israël a lui-même créée en tant que puissance d'occupation. Il a salué le travail de la Commissaire générale de l'UNRWA, malgré les menaces répétées dont est victime son personnel sur le terrain. Le représentant a déploré les violations systématiques de la Quatrième Convention de Genève par Israël qui continue de faire fi, à son avis, du souhait de la communauté internationale de voir la construction du mur de séparation stoppée. Ce mur gêne considérablement le travail de l'Office, a-t-il estimé, dénonçant le climat de terreur qui règne dans le territoire avec la destruction des maisons, les détentions et meurtres des civils palestiniens et la détérioration alarmante de leurs conditions de vie. Soulignant la dimension politique de la situation qui prévaut dans le territoire, le représentant a estimé que celle-ci ne pouvait être oblitérée, notamment par ceux qui sont essentiellement responsables de cette tragédie, à savoir la partie israélienne.

M. FAISAL EBRAHIM AL-ZAYANI (Bahreïn) a salué le travail de la Commissaire de l'UNRWA et les efforts de son équipe pour améliorer les moyens d'intervention de l'Office mais estimé qu'il fallait faire plus. Rappelant que la crise humanitaire dans le territoire palestinien occupé remontait à septembre 2000, il a affirmé que celle-ci s'était détériorée en raison des attaques militaires israéliennes et de la suspension des programmes prévus pour les habitants de ce territoire, notamment en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Il a déploré que le territoire palestinien ait été découpé en cantons éloignés les uns des autres ce qui, non seulement, entrave le travail de l'Office mais est contraire au droit international et aux accords conclus entre Israël et l'UNRWA. Le représentant a également dénoncé la construction du mur de séparation qui fait obstacle, à son avis, à la liberté de mouvement de la mobilité des populations et constitue un prétexte à la politique de confiscation des terres palestiniennes.

Il a, par ailleurs, évoqué le déficit budgétaire de l'Office, à son avis structurel, compte tenu de l'augmentation considérable du nombre des réfugiés et de l'insuffisance des contributions versées par les pays donateurs. Dans ces conditions, la communauté internationale devra contribuer, de manière plus généreuse, aux activités de l'Office, a conclu le représentant.

M. SAIF AL-MAAMARI (Oman) a souligné que le rôle de l'Office était avant tout humanitaire. Son mandat n'est pas du tout politique mais on ne peut pas se voiler la face devant les portées politiques du problème, a-t-il déclaré. L'Office doit mettre en lumière dans son rapport les raisons qui expliquent la situation depuis 60 ans, c'est-à-dire les pratiques israéliennes, a-t-il estimé, ajoutant qu'il s'agissait d'une situation les plus dangereuses du monde du fait de la persistance des violations par Israël des textes existants et notamment du droit international humanitaire. Rendant hommage à l'implication des pays hôtes des réfugiés palestiniens, le représentant a demandé à la communauté internationale d'intensifier son soutien à l'Office, compte tenu de l'importance de son rôle dans l'aide aux réfugiés palestiniens.

Mme SAADIA EL ALAOUI (Maroc) a affirmé que la destruction économique des territoires palestiniens occupés menait à des tragédies humaines indicibles et entravait toutes les tentatives d'aide humanitaire. Le travail de l'Office est indispensable et la communauté internationale doit soutenir l'Office pour qu'il puisse continuer d'exercer son mandat, a ajouté la représentante. Il faut mettre un terme à tout ce qui sape et entrave son travail sur le terrain. Elle a indiqué le soutien inconditionnel de son pays au peuple palestinien et, a invité la communauté internationale à prendre également ses responsabilités, rappelant que la question des réfugiés palestiniens était, à la base, un problème politique provoqué par une grande injustice historique.

Mgr CELESTINO MIGLIORE (Observateur du Saint-Siège) a rendu hommage au travail de l'Office qui se déroule sur fond de violence et d'activités militaires dans la région. Il a déploré que la Quatrième Commission soit devenue l'enceinte où l'on répète inlassablement tous les ans les différends qui divisent Israéliens et Palestiniens. La longue litanie des difficultés ne mènera à rien pour les deux parties si l'on ne s'attaque pas à la source du problème, a-t-il déclaré. La violence qui fait rage dans la région entretient une instabilité intolérable, a-t-il estimé, affirmant que le peuple palestinien devait vivre dans un État viable et autonome. Le représentant a lancé un appel aux membres du Quatuor pour soutenir les négociations dans ce sens et à la communauté internationale pour tenter de rapprocher les deux parties. La négociation et le dialogue sont la seule solution, a-t-il dit, précisant également qu'il fallait garantir l'accessibilité à la ville de Jérusalem et respecter la liberté religieuse des habitants.

Droits de réponse

Le représentant de la République arabe syrienne a estimé que le représentant israélien avait, une fois encore, essayé de maquiller le visage terrible des pratiques israéliennes. Israël peut tromper quelques personnes mais pas l'humanité tout entière; l'occupation ne peut être justifiée ou embellie sous aucun prétexte, a-t-il ajouté, dénonçant le « terrorisme sioniste ». Aujourd'hui encore, une incursion d'Israël a fait 50 victimes dans les territoires, a-t-il annoncé, estimant que le problème des réfugiés palestiniens était le fruit de la violation absolue de leurs droits inaliénables. Il est de la responsabilité de la communauté internationale d'assurer la défense de ces droits, compte tenu du nombre important de documents signés en la matière. En outre, l'engagement de la Syrie auprès des réfugiés ne saurait être mesuré uniquement à l'aune de sa contribution à l'Office mais aussi à son engagement auprès des réfugiés.

L'Observateur permanent de la Palestine a rappelé que les Palestiniens n'avaient pas choisi leur sort ni de dépendre de l'aide internationale. Cette situation est due au déni de leurs droits. Dénonçant les impératifs de sécurité utilisés par Israël pour justifier ces actes, il s'est demandé quel type de réaction devrait avoir alors les Palestiniens, compte tenu des violations de leurs droits depuis plus de 50 ans. La terreur, refrain de la déclaration israélienne, est notre quotidien, a poursuivi le représentant. La plus grave menace est la perpétuation de l'occupation israélienne et des violations du droit international inimaginables.

Le représentant du Koweït a estimé que la référence à la faiblesse de la contribution de son pays à l'UNRWA ne témoignait pas du souci d'Israël sur ces questions mais d'une tentative de diversion. Nous versons beaucoup à travers la Ligue arabe, a-t-il assuré, l'UNRWA dépend des contributions de tous les États Membres.

* *** *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel